



Déclaration de Marabá

Conférence internationale sur la réforme agraire



Qui sommes-nous? Des hommes et des femmes qui luttons pour le territoire

Nous sommes plus de 130 représentants d'organisations membres de La Via Campesina et d'allié(e)s, venus de 4 continents, 10 régions et 28 pays du monde entier. Nous sommes réunis à Marabá, dans l'État du Pará, au Brésil, pour réfléchir ensemble, analyser et poursuivre nos processus collectifs de construction de concepts, de propositions de luttes et de projets alternatifs pour faire face à l'offensive mondiale menée par le capital contre les peuples et les biens communs de nos campagnes, des littoraux et de la mer. Nous sommes là aussi pour construire les sociétés différentes auxquelles nous aspirons et surtout, pour lutter pour nos territoires. Nous représentons les organisations de paysans et paysannes, d'agricultrices et agriculteurs familiaux, de peuples autochtones, de peuples sans terre, d'ouvriers et ouvrières agricoles, de pastoralistes, de pêcheurs et pêcheuses, de cueilleurs et cueilleuses, d'habitants des forêts, de femmes et de jeunes des zones rurales, et nous sommes soutenus par nos allié(e)s, du monde entier. Nous nous réunissons ici en mémoire du massacre, il y a 20 ans à El Dorado dos Carajás, au Pará, de travailleurs agricoles qui luttaient pour la terre, et à la suite de quoi le 17 avril est devenu, chaque année, la Journée mondiale des luttes paysannes. Nous sommes aussi réunis ici pour insister sur la concrétisation de l'engagement de réforme agraire pris par les gouvernements de toute la planète il y a 10 ans, lors de la Conférence

internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR), organisée par la FAO à Porto Alegre, au Brésil.

Contexte actuel: l'offensive menée par le capital sur nos territoires dans le monde entier et les coups portés contre la démocratie

Nous avons entendu des camarades venant d'organisations d'Amérique, d'Asie, d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient, et nous nous sommes rendu compte que nous sommes confrontés partout au même ennemi et aux mêmes problèmes. Il y a toujours plus d'accaparements des terres, des forêts et de l'eau, d'offensives contre la démocratie et la volonté du peuple, de prisonniers politiques, etc., non seulement en Amérique latine, en Asie et en Afrique, mais également en Europe et en Amérique du Nord. Nous sommes témoins, à notre époque, de l'émergence d'une alliance entre le capital financier, les entreprises multinationales, l'impérialisme et de vastes secteurs des États nationaux (leur « idéologie » apparente n'ayant presque aucune importance). Cette alliance – tout en existant aussi dans d'autres domaines - est particulièrement frappante entre le pouvoir judiciaire, les autorités policières, le secteur privé du système agro-halieuco-alimentaire (agribusiness), l'industrie minière, la construction, l'exploitation forestière, etc. – c'est-à-dire l'extractivisme – et les moyens de communication. Dans son ensemble, cette nouvelle alliance est l'instigatrice d'une avalanche de privatisations, accaparements et concentrations de biens communs et publics, comme la terre, l'eau, les forêts, les semences, les zones de pâturage et de pêche, les glaciers ou des territoires entiers. Elle utilise, pour parvenir à ses fins, la financiarisation et la marchandisation de tout, les traités de libre-échange et d'investissement, la corruption de nos responsables politiques et de nos élites, le contrôle qu'elle exerce sur les moyens de communication ainsi que sur le système financier, et la concentration des entreprises.

Dernièrement, nous avons constaté, avec une inquiétude croissante, que cette alliance en particulier, et le capital en général, ne tolèrent plus aucune expression, si timide soit-elle, de politiques qui soient un minimum indépendantes, mises en œuvre par des gouvernements démocratiquement élus. Cette alliance est devenue la principale force à l'origine d'une vague de coups d'État, déjà réalisés ou en cours, qui vont des coups d'État

« techniques », « parlementaires », « judiciaires », « mous » ou « blancs » aux coups d'État les plus « durs » qui transgressent la loi, les constitutions et la volonté des peuples. C'est se qui se passe au Brésil, où nous nous réunissons en ce moment. Nous unissons nos voix à celles du peuple brésilien, qui lutte pour défendre la démocratie dans son ensemble contre une tentative illégitime de coup d'État, ainsi que pour faire avancer les réformes politiques nécessaires pour que la démocratie sorte de l'impasse dans laquelle elle semble se trouver actuellement.

Les raisons de notre lutte contre l'agribusiness

Les conséquences de cette offensive du capital mettent en danger la vie rurale, les sociétés tout entières, la santé, la nature, la Terre-mère, le climat, la biodiversité, ainsi que nos peuples et nos cultures. La migration massive, la destruction du tissu social de nos communautés, la croissance effrénée des périphéries urbaines, l'insécurité, les agrototoxiques, les organismes génétiquement modifiés (OGM), la malbouffe et l'homogénéisation des habitudes de consommation, le réchauffement climatique, la destruction des mangroves, l'acidification de la mer, l'épuisement des ressources halieutiques, la perte de tout trait « démocratique » sont autant de symptômes, entre de nombreux autres, de ce qui se passe actuellement.

L'émergence de cette nouvelle alliance entre le capital financier, l'agribusiness, les États, les médias et d'autres, et leur capacité à disputer le contrôle des territoires aussi bien que des États – même des États « progressistes » – et de l'opinion publique nous oblige, une fois de plus, à procéder à une indispensable réflexion et reformulation des concepts, propositions, projets alternatifs et stratégies, formes et pratiques de lutte.

Ici, au Brésil, nous avons vu comment le capital financier a transformé le latifundium improductif, vieil ennemi des paysans et travailleurs sans terre, en agribusiness doté de capital, en exploitation minière, en pêcherie ou site aquacole industriels, et en lieu de production énergétique, lesquels sont tous « productifs » en apparence – alors qu'ils produisent surtout misère et ravages environnementaux. Avec cette transformation, le capitalisme n'a plus besoin d'une réforme agraire « classique » pour produire plus. De ce fait, les alliances du passé en faveur de la réforme agraire, entre les sans terre et certaines

fractions de l'État qui représentent le capital productif, ne sont plus possibles ; par conséquent, la question de la réforme agraire relève directement du domaine de la lutte des classes. D'un côté, cette transformation rend moins pertinent l'ancien argument selon lequel il est injuste qu'une grande superficie de terre n'appartienne qu'à un petit nombre de personnes, qui ne l'utilisent presque pas, alors qu'un grand nombre de personnes sont sans terre. Mais d'un autre côté, cela justifie, devant toute la société et dans l'ensemble de la classe travailleuse, rurale et urbaine, la remise en question du bien-fondé du projet du capital pour les campagnes, dans sa globalité.

Toute résistance des populations rurales entraîne les réponses suivantes : diabolisation par les médias, persécution et criminalisation d'organisations, de dirigeant(e)s et de militant(e)s sociaux, répression, assassinat, disparition forcée, incarcération illégale, détention administrative, harcèlement sexuel et viol. Les législations sont modifiées afin de permettre d'intensifier la criminalisation de la résistance des uns et de renforcer l'impunité des autres, impunité presque totale dans de nombreux cas.

Face à cette terrible situation, les populations rurales et nos organisations, mouvements, alliances et convergences sont désormais le principal espoir de l'humanité et de la planète Terre. Nous nous trouvons en première ligne dans la bagarre territoriale et politique qui nous oppose à cette alliance obscure. Nos propositions de souveraineté alimentaire, de réforme agraire populaire, de construction de territoires agroécologiques pour produire des aliments, d'agriculture paysanne pour refroidir la planète, constituent des solutions et d'autres voies réelles pour mettre un terme aux problèmes engendrés par le système capitaliste et, en particulier, par cette alliance néfaste.

Ce que nous défendons et proposons : notre réforme agraire populaire

La Via Campesina et la Campagne mondiale pour la réforme agraire luttent depuis plus de 20 ans pour la terre et la défense des terres et des territoires. En 2012, à Bukit Tinggi, en Indonésie, nous avons fait un historique de cette lutte et observé comment elle avait évolué dans ce monde qui change et au regard de nos propres expériences et dialogues qui se sont accumulés. Mais en 2012, nous n'avions pas encore complètement conscience de l'essor mondial du capital financier et de son emprise sur d'autres fractions du capital. Cela a

modifié une nouvelle fois la nature du jeu, ainsi que la façon dont nous nous adressons à la société sur le sujet des territoires ruraux.

Maintenant nous posons les questions suivantes. Qu'est-ce qui est mieux ? Des campagnes sans paysans, sans arbres, sans biodiversité, en monoculture et avec de l'élevage confiné, des agrottoxiques et des OGM, qui produisent des marchandises à exporter et des aliments mauvais pour la santé, qui contribuent au changement climatique et compromettent la capacité des communautés à s'y adapter, qui sont source de pollution, de maladies et de migration massive vers les villes ? Ou plutôt des campagnes qui se composent des territoires agroalimentaires des paysans et paysannes, des peuples autochtones, des agriculteurs familiaux, des pêcheurs artisanaux et d'autres populations rurales, qui y vivent dans la dignité et ont des visions du monde et des savoirs variés, des campagnes avec des arbres, de la biodiversité, une production agroécologique d'aliments sains, qui refroidisse la planète, réalise la souveraineté alimentaire et protège la Terre ?

En ce sens, les camarades du Brésil nous ont expliqué leur proposition de réforme agraire populaire, qui ne concerne pas seulement les paysans sans terre, mais l'ensemble de la classe travailleuse et toute la société. La réforme agraire telle qu'ils la conçoivent est associée à l'agroécologie et met en avant le territoire ; elle ne sera obtenue qu'au moyen de la lutte des classes et de l'affrontement direct avec le projet du capital, ses profits, ses moyens de communications et autres avatars au niveau national et international. Il s'agit d'une réforme agraire visant à renforcer l'agriculture, l'économie et les territoires paysans.

De la même manière, dans toute l'Amérique, en Asie, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, nos organisations, mouvements et convergences défendent des approches territoriales similaires contre ce projet à grande échelle du capital. Ces propositions se nourrissent de notre diversité, de nos visions du monde, de nos savoirs populaires et traditionnels, de l'agroécologie, de la pêche artisanale et du pastoralisme traditionnel, ainsi que de nos différents modes et stratégies de vie . Ces propositions, si elles sont similaires, présentent aussi des différences en fonction de nos réalités respectives. Là où les terres sont concentrées, nous luttons pour leur redistribution et, dans

certains pays, on parle de mener une « révolution agraire ». Là où nos peuples contrôlent encore leurs terres et territoires, nous luttons pour les défendre ; là où la terre a été nationalisée et est désormais accordée en concession par les gouvernements à des entités étrangères, nous luttons pour qu'elle soit rendue à nos communautés et pour les droits coutumiers ; Les pêcheurs et pêcheuses parlent quant à eux de la lutte pour les territoires de pêche artisanale. En Europe, nous avons recommencé les occupations de terres et organisé des luttes contre les changements d'utilisation des sols, en réussissant à rendre visibles les problèmes d'accaparement et de concentration des terres, qui, désormais, se posent de plus en plus dans les pays du Nord également. En Palestine, nous luttons contre l'occupation brutale et appelons au boycott des produits israéliens. Partout, la jeunesse lutte activement pour l'accès à la terre et aux autres ressources.

Nous avons remporté de grandes victoires, comme la réforme agraire massive mise en place à la suite des occupations et récupérations populaires de terres au Zimbabwe, l'« Éducation des campagnes » au Brésil, les annulations de concessions minières et de concessions pour des plantations massives dans certaines parties d'Afrique, la permanence de la réforme agraire cubaine et sa réussite sur le plan de l'agroécologie avec le mouvement « de paysan à paysan », etc. Nous avons aussi remporté des victoires partielles mais prometteuses, comme la promesse d'une grande réforme agraire en Indonésie ; demi-victoires à la suite desquelles nous devons mobiliser les forces nécessaires pour que nos gouvernements tiennent parole.

Pour organiser nos luttes, nos cadres et nos bases reçoivent une formation politique ainsi qu'une formation aux techniques agroécologiques. Nous avons construit des centres de formation et des écoles paysannes d'agroécologie sur tous les continents. Nous avons développé des propositions alternatives d'éducation pour nos enfants. Nous avons appris des peuples autochtones, au sein de nos mouvements, que « la vie des peuples et la nature ne font qu'une ». Nous avons des tactiques anciennes et nouvelles, telles que les occupations et les récupérations de terres et de territoires, la solidarité, les caravanes, comme celles organisées en Afrique de l'Ouest et au Bangladesh, les moyens de communication alternatifs, l'art et la culture, le féminisme paysan

et populaire, les valeurs humanistes, environnementales et socialistes, la mobilisation et la créativité de la jeunesse, de nouvelles alliances entre campagnes et villes, les directives du Comité pour la sécurité alimentaire mondial sur la gouvernance foncière, etc. Nous avons porté la charte des droits des paysans devant l'ONU. Nous devons continuer à adapter nos tactiques et à innover, surtout que les façons dont l'ennemi dispute nos territoires évoluent elles-mêmes rapidement. Nous avons de nouvelles approches – comme l'approche territoriale – et de nouvelles stratégies, comme par exemple la construction d'espaces autonomes, l'autonomie relative et l'autosuffisance d'une manière générale, et la large diffusion de l'agroécologie populaire.

Nos défis

Transformer la lutte pour la terre en lutte pour le territoire, tout en construisant un nouveau modèle productif, pour atteindre la souveraineté alimentaire, en développant plus avant l'agroécologie plus « autonome », en se fondant sur nos propres ressources et intrants locaux, ainsi que sur le sauvetage des savoirs ancestraux.

Organiser la lutte relative aux politiques publiques, en faveur de la production paysanne, de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport dans nos communautés.

Nous proposerons massivement la formation politique et idéologique, nous améliorerons le travail avec nos bases, ainsi que le travail de masses, en vue d'une meilleure organisation interne et d'un meilleur fonctionnement de nos organisations, en incorporant progressivement les femmes et les jeunes, comme participant(e)s et comme dirigeant(e)s.

Nous combattons notre diabolisation dans les médias, ainsi que la manière dont les moyens de communication font la promotion d'une culture consumériste et du vide de nos systèmes « démocratiques », et nous travaillerons sans relâche pour mettre en place nos propres moyens de communication, pour dialoguer avec nos bases ainsi qu'avec la société dans son ensemble et la classe travailleuse.

Nous ferons face plus efficacement à la criminalisation, à la répression, à la militarisation, et nous organiserons la lutte internationale pour soutenir nos

prisonniers politiques. Nous instaurerons de façon permanente une journée de solidarité, dont le principe ne sera pas de donner ce que nous avons en trop, mais plutôt de partager ce que nous avons.

Nous poursuivrons sans cesse notre travail d'établissement d'alliances de classe, sans relation de dépendance, entre les campagnes et les villes, ainsi qu'entre producteurs et consommateurs.

Nous dénonçons et combattons les lois « antiterroristes » et leur application contre nos luttes légitimes.

Nous serons plus profondément solidaires des luttes des peuples palestinien et kurde, ainsi que des autres peuples qui souffrent de l'escalade militaire, et nous condamnons l'occupation militaire.

Nous analyserons le rôle joué par le narcotrafic, avec la connivence du capital et des États, dans la déstabilisation de nos territoires, et élaborerons une stratégie pour affronter plus efficacement cette réalité.

Nous combattons la concentration des entreprises dans les différents secteurs de l'économie et notamment au sein du système agro-halieuco-alimentaire/médiatico-financier. Nous dénoncerons les attaques frontales envers la démocratie. Nous inventerons des formes de lutte qui entraîneront des pertes économiques pour le capital, les multinationales, les banques, etc.

Nous bâtirons des convergences et renforcerons l'unité à partir d'objectifs communs et de notre diversité (paysans et paysannes, travailleurs et travailleuses, pêcheurs et pêcheuses, peuples autochtones, pasteurs, populations urbaines, consommateurs, etc.).

Nous affronterons toute émergence de fondamentalismes religieux conservateurs et de droite, et lutterons contre la vague de lois et traités néolibéraux qui sont des instruments pour les privatisations.

Nous repenserons la relation entre nos mouvements populaires, l'État, les partis politiques et les processus électoraux, en fonction de l'histoire et des circonstances différentes de chaque pays, et combattons l'érosion généralisée des mécanismes de défense des droits humains, au niveau international et national.

Nous lutterons contre l'impérialisme nord-américain et, tandis que nous reconnaissons l'importance de la multipolarité, nous signalons également qu'il est nécessaire de réagir à l'émergence d'autres impérialismes économiques, politiques et militaires.

Dans nos organisations, nous chercherons comment bâtir des convergences autour de projets populaires alternatifs construits et formulés de façon collective. Nous encouragerons aussi une meilleure organisation de la production et les coopératives, nous développerons la transformation des aliments à petite et moyenne échelle pour ajouter de la valeur à nos produits, et nous travaillerons pour améliorer et développer les canaux de commercialisation à petite et moyenne échelle et pour favoriser la coopération.

Nous nous mobiliserons pour aborder la question du crédit, à savoir comment obtenir plus de crédits pour les paysans et paysannes, mais aussi comment produire sans crédit, ou avec moins de crédit et moins de dettes.

Nous ferons face à la tendance qu'ont les institutions (Banque mondiale, FAO, universités, ONG, etc.) de vider de leur sens des concepts tels que la « réforme agraire » et l'« agroécologie » en en proposant des versions « allégées » comme l'« accès à la terre », les aliments « biologiques industriels » des monocultures de l'« agribusiness vert » et la « responsabilité sociale des entreprises ».

Nous lutterons pour obtenir des mécanismes internationaux qui ne soient pas seulement « à titre volontaire », mais contraignants et assortis de sanctions.

Nous freinerons l'approbation et la prolifération des nouvelles technologies dangereuses, comme les semences « terminator » et la biologie synthétique.

Nous augmenterons la participation des femmes et des jeunes dans tous les mouvements sociaux. Nous mettrons en place des mécanismes afin que davantage de jeunes restent dans les campagnes. Nous lutterons contre le modèle patriarcal qui règne sous le système capitaliste et exigerons le plein respect du droit à la terre, à l'eau et au territoire des femmes paysannes et autochtones.

Nous mènerons toujours plus de luttes unifiées au niveau international afin d'affronter nos ennemis communs.

Défendre la terre et honorer la vie

Avec détermination en ce 17 avril, Journée mondiale des luttes paysannes, 20 ans après le massacre d'El Dorado de Carajás, dans l'État du Pará, nous nous rassemblons avec des milliers d'hommes et de femmes qui défendent le droit à la vie, qui luttent pour obtenir une société plus juste, qui se battent sans cesse pour les droits des peuples à la terre et au territoire, pour la souveraineté alimentaire et la production agroécologique, ainsi que pour éradiquer la faim et la pauvreté.

Globalisons l'espoir !

Campagne mondiale pour la réforme agraire de La Via Campesina

**Les délégué(e)s de 4 continents de la planète unis pour défendre la Terre
et honorer la vie.**